



## L'insécurité grandissante au Kenya

lundi 16 mars 2015, par [Fabian Gbortsu](#)

*Malgré la prospérité évidente de la société kenyane, l'insécurité devient un problème majeur du pays.*



Le 21 septembre 2013, des assaillants somaliens d'Al-Shabaab envahissaient le centre commercial de Westgate : 67 personnes ont été tuées et environ 170 blessées. Dix-sept autres attaques ont été perpétrées par la suite au Kenya. Quelques exemples :

- le 2 janvier 2014 : 10 personnes blessées à Mombasa ;
- le 5 janvier 2014, une bombe artisanale explose à Eastleigh, un district somalien de Nairobi, en blessant une personne ; le même jour, des policiers en patrouille sont attaqués par une grenade à Mombasa ;
- le 23 mars 2014, deux hommes armés attaquent une église protestante et tuent 6 personnes ;
- le 31 mars 2014, 6 personnes sont tuées dans une explosion à Eastleigh ;
- en juin 2014, à Mpeketoni, sur la cote de l'océan Indien au nord du Mombasa, environ 80 personnes sont massacrées : durant l'attaque, les hommes lourdement armés ont visé un poste de police, des hôtels, des banques et les bâtiments administratifs.

La liste est interminable. Nairobi, et en particulier le district somalien d'Eastleigh, Mombasa et d'autres endroits sur la cote sont les lieux privilégiés des attaques. Une chose est claire : elles visent à causer le plus de dégâts possible.



C'est dans ce climat que le chef des renseignements secrets et des services nationaux des renseignements, le Général Major Michael Gichangi, a démissionné le jeudi 14 août, avant d'y être poussé. Il était critiqué à cause d'une série d'attaques terroristes inexplicables. Le général, qui parle peu mais écoute beaucoup, est tombé en disgrâce quand il s'est avéré qu'il ne pouvait plus travailler avec les chefs de l'armée et de la police. Une autre raison tient à des erreurs de renseignements, surtout lors des attaques à Nairobi et dans la région de Mombasa. D'autres le mettent en cause pour son implication dans la fuite de renseignements à la Commission Waki après les violences électorales de 2007/8. C'est un dossier épineux de la Cour Internationale de Justice à La Haye.

L'enjeu porte sur deux niveaux : celui de la politique gouvernementale, c'est-à-dire les malentendus entre pouvoir et opposition, la mauvaise gestion des ressources du pays et la corruption flagrante de certains agents de l'État. L'autre touche à la présence de l'armée kenyane en Somalie. Quoi qu'il en soit, le citoyen ordinaire vit dans une peur de tous les instants, et personne n'est épargné.